

Justice pour les livreuses et livreurs de Toronto

Les livreuses et livreurs de Foodora souhaitent se joindre au STTP

Pour diffusion immédiate

Le 1^{er} mai 2019

Toronto – Plus tôt aujourd’hui, les travailleuses et travailleurs qui assurent un service de livraison à vélo ou en voiture pour l’entreprise Foodora à Toronto ont annoncé leur intention de se joindre au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP).

Foodora est une entreprise internationale de livraison d’aliments qui fonctionne au moyen d’une application. Elle est présente dans plusieurs grandes villes du pays, mais Toronto demeure son marché canadien le plus important. Foodora exige des restaurants des frais de 30 % par commande, mais elle ne verse aux livreuses et livreurs que 1 \$ par kilomètre parcouru du restaurant jusqu’à la porte du client et 4,50 \$ pour chaque commande payée directement par le client.

« Ce que nous demandons est simple et réalisable, explique Hunter Sanassian, un livreur à vélo. Nos conditions de travail sont parmi les plus dangereuses à Toronto. Nous sommes nombreux à avoir été blessés au travail. Nous voulons simplement être respectés comme travailleuses et travailleurs et recevoir une rémunération équitable de la part de cette entreprise rentable. »

Foodora contrôle les principaux aspects du travail des livreuses et livreurs et impose des mesures disciplinaires comme n’importe quel autre patron. Elle catégorise toutefois les livreuses et livreurs en tant qu’« entrepreneurs indépendants », les privant ainsi de toutes les protections juridiques auxquelles ils devraient pourtant avoir droit, y compris l’assurance-emploi, les congés de maladie et un revenu garanti.

« Au cours des 30 dernières années, les droits du travail ont été abolis et bien des travailleuses et travailleurs ont maintenant de la difficulté à gagner leur vie, explique Deena Ladd, coordonnatrice du *Toronto Workers Action Centre* (centre d’action des travailleuses et travailleurs). Alors que le marché du travail est saturé d’emplois incorrectement catégorisés et de postes temporaires, il est plus important que jamais de lutter collectivement contre la précarisation du travail. »

« L’essor de l’économie des petits boulots donne lieu à une classe de travailleuses et travailleurs qui ne bénéficient d’aucune protection, déplore Palecek, président national du STTP. Il est temps d’obtenir des droits et des protections pour ces travailleuses et travailleurs. La campagne de syndicalisation des livreuses et livreurs de Foodora établira un précédent important pour les droits du travail. Les livreuses et livreurs ne sont pas des machines. Ils méritent de se sentir en sécurité et respectés au travail. »

-30-

Renseignements : Emilie Tobin, service des communications du STTP – etobin@cupw-sttp.org ou 613-882 2742